



Eire Eco

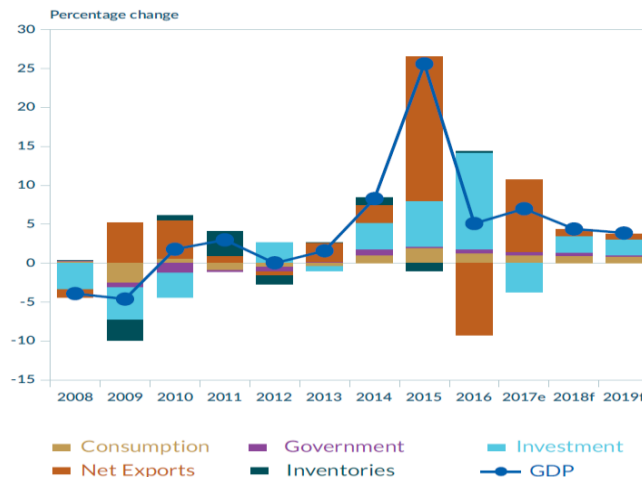
Février 2018 – N°38

© DG Trésor – Service économique de Dublin

MACROECONOMIE

Croissance du PIB – La Banque centrale irlandaise (CBI) a fortement réévalué ses prévisions de croissance pour 2017, de 4,5% à **7%**, plaçant ainsi l'Irlande en position d'être l'économie européenne la plus dynamique pour la quatrième année consécutive. Selon la CBI, l'activité des multinationales a créé des distorsions comptables importantes, notamment sur la contribution à la croissance des exportations nettes et de l'investissement, gonflant ainsi le taux de croissance du pays. La Banque a également revue sa prévision de croissance pour 2018 à la hausse, de 3,6% à **4,4%**. La répartition de la croissance est en revanche très inégale : selon l'association d'entreprises irlandaises *Ibec*, Dublin seul représente maintenant la moitié du PIB du pays – une proportion bien supérieure aux autres capitales occidentales (ex. Londres représente environ un quart du PIB britannique) – et l'écart entre la capitale irlandaise et le reste de la République continue de se creuser.

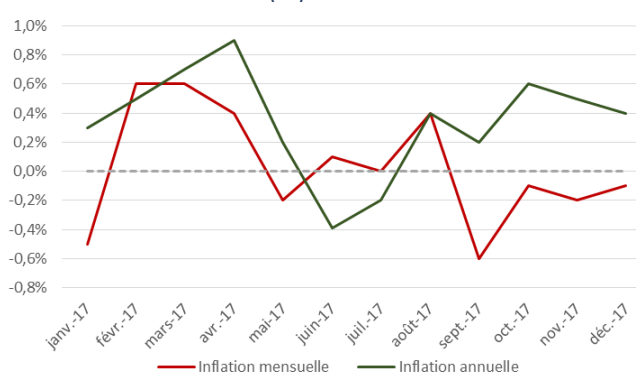
Contributions à la croissance annuelle du PIB irlandais



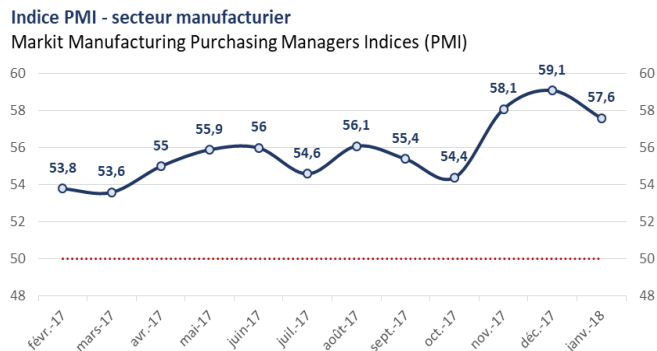
Source: CSO and Central Bank of Ireland.

Inflation – L'inflation demeure faible en Irlande malgré la forte croissance du PIB, à **0,4%** en décembre en g.a. Les prix étaient en baisse de **0,1%** sur le mois, principalement en raison des soldes hivernales et de certains produits alimentaires. L'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) – utilisé pour les comparaisons européennes – était également en baisse de **0,1%** sur le mois de décembre et en hausse de **0,5%** en g.a. Ces observations sont cohérentes avec celles observées dans le reste de la zone euro où coexistent une croissance robuste et une inflation très inférieure à l'objectif des 2% fixé par la Banque centrale européenne (BCE) – ce qui devrait inciter cette dernière à ne pas remonter ses taux d'intérêt avant plusieurs mois. Selon les analystes de *Davy Research*, les prix du pétrole auront une influence majeure sur le taux d'inflation en Irlande sur les 12 prochains mois – même si les tensions géopolitiques au Moyen-Orient rendent toute prévision très incertaine.

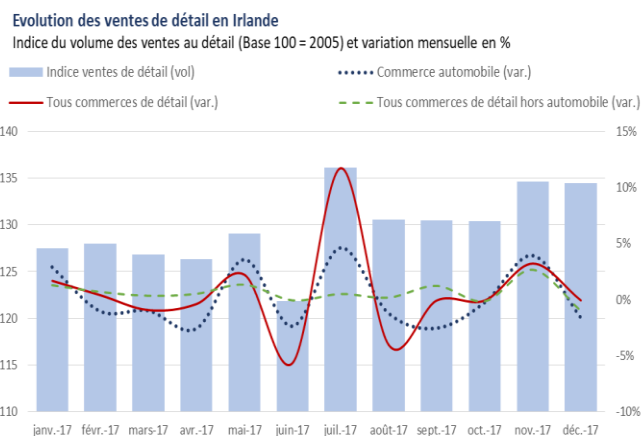
Indice des Prix à la Consommation (IPC) annuel et mensuel de l'Irlande



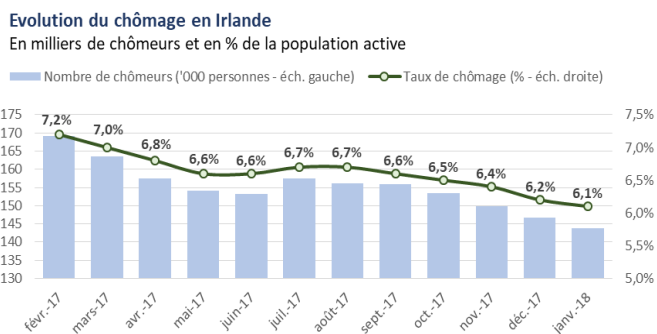
Activité économique – Le PMI manufacturier s'établit à **57,6** en janvier, en baisse par rapport au pic atteint le mois précédent (59,1) mais toujours solide – confirmant l'amélioration de l'environnement des affaires en Irlande. Les nouvelles commandes continuent de croître à un rythme soutenu alors que les répondants au sondage rapportent des entrées réussies sur de nouveaux marchés et l'obtention de nouveaux clients. Le PMI des services connaît lui aussi une baisse janvier, passant de 60,4 à **59,8**, mais demeure élevé, reflétant une expansion des activités des entreprises du secteur.



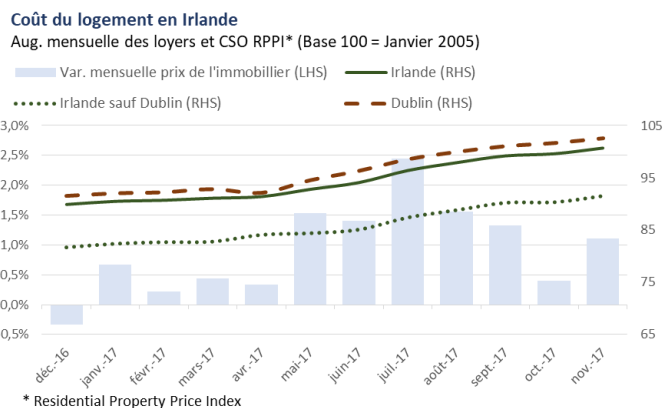
Ventes de détail – Les ventes de détail (en volume) ont connu une légère baisse de **-0,1%** sur le mois de décembre - largement due aux ventes particulièrement forte lors du *Black Friday* le mois précédent – mais restent en progression sur un an (**+7,2%**). Les ventes de détail étaient ainsi en moyenne **4,3%** supérieure en 2017 qu'en 2016. Malgré l'incertitude croissante des négociations sur le Brexit et la dépréciation de la livre sterling face à l'euro, les détaillants irlandais ont été résilients. La baisse continue du chômage, la hausse des salaires (+2,7% sur les 9 premiers mois 2017) et les baisses d'impôt soutiennent le revenu disponible des ménages (+5,2% sur les 3 premiers trimestres 2017) et stimulent la consommation.



Chômage – Le taux de chômage continue de diminuer en Irlande, s'établissant à **6,1%** en janvier 2018, son taux le plus bas depuis 10 ans. Le nombre de chômeurs est ainsi passé de 172 300 à 143 700 entre janvier 2017 et janvier 2018, soit une baisse de 17% en un an. Bien que l'immigration soit un facteur important de la réduction du chômage en Irlande (les estimations les plus récentes font état d'une hausse de l'immigration nette de 16 200 sur les 4 premiers mois de 2016 à 19 800 sur les 4 premiers mois de 2017), l'amélioration du marché du travail reflète également le renforcement de la reprise économique dans le pays. En revanche, le taux de chômage des jeunes reste élevé, à 13,7% en janvier 2018 (-0,1pp sur le mois). Selon les analystes de *Merrion Capital*, la principale raison serait une inadéquation entre les qualifications d'une partie des 15-24 ans et la demande de compétences des secteurs créateurs d'emplois.



Immobilier – L'inflation sur le marché de l'immobilier irlandais a accéléré en novembre 2017, enregistrant une hausse de **+1,1%** par rapport à octobre. **L'augmentation des prix est de +11,8% sur un an.** A Dublin, l'inflation mensuelle en novembre a atteint +0,9% et l'inflation annuelle, +11,3%. Hors Dublin, elle est respectivement de +1,3% et +11,7%. Selon *Davy Research*, une inflation annuelle à deux chiffres devrait se poursuivre dans les mois à venir en raison de la demande croissante et de l'offre toujours insuffisante. A moyen terme, le renforcement des règles de prêts par la Banque centrale, mis en place en janvier 2018 - limitant la part des crédits dont le ratio valeur/revenus de l'emprunteur est supérieur à 3,5 à 20% du total des nouveaux crédits pour les primo-accédants et à 10% pour les autres clients – devrait aider à contenir l'inflation. Selon plusieurs sondages, la « crise du logement » est devenue la principale préoccupation de la population irlandaise, devant la santé. Pour y répondre, le



Ministre du logement, Eoghan Murphy, a récemment annoncé une série de nouvelles mesures (cf. détails ci-dessous).

CRISE DU LOGEMENT

Le Ministre du logement, Eoghan Murphy, a annoncé le 22 janvier dernier une série de nouvelles mesures pour remédier à la crise du logement que traverse l'Irlande. Cette « Initiative pour des logements Abordables » s'articule autour de trois axes :

« **Rebuilding Ireland Home Loan** » (**Programme de Prêts Abordables**): Programme de prêts hypothécaires pour les primo-accédants garantis par l'Etat, disponibles auprès des autorités locales depuis le 1^{er} février 2018. Ces prêts peuvent être utilisés pour acheter des propriétés sur le marché primaire ou secondaire, ou pour construire des nouveaux logements. Les ménages peuvent emprunter jusqu'à 90% de la valeur de marché du bien à un taux fixe de 2 - 2,25% sur une période de 25 – 30 ans. Pour bénéficier de ce programme, le revenu annuel brut doit être limité à 50 000€ pour une personne seule et à 75 000€ pour un couple ; la valeur maximale des propriétés est limitée à 320 000€ dans le Grand Dublin, à Cork et à Galway et à 250 000€ dans le reste du pays – afin de limiter les possibles pressions inflationnistes de ce programme. Pour être éligibles, les emprunteurs devront en outre respecter les critères prudentiels habituels et prouver qu'à deux reprises au moins, ils n'ont pu obtenir de prêt auprès des banques (offres insatisfaisantes ou refus).

« **Affordable Purchase Scheme** » (**Programme d'Achat Abordable**) : Programme national de construction de logements par l'Etat sur des terrains publics, en coopération avec les autorités locales qui fourniront ces terrains à des prix faibles, voire nuls. Le prix de vente de la propriété sera par ailleurs bonifié par l'Etat qui restera copropriétaire du bien à concurrence de cette bonification. Celle-ci pourra soit être remboursée à l'Etat sans intérêt, soit récupérée par l'Etat au moment de la vente. L'Etat pourra ensuite utiliser ces fonds pour financer la construction de nouveaux « logements abordables ». Les critères d'éligibilité relatifs au revenu sont les mêmes que ci-dessus.

« **Affordable Rental Scheme** » (**Programme de Location Abordable**) : Programme de location dont les loyers couvriront les coûts de construction, la gestion et l'entretien du bien, mais dont la marge de profit sera limitée. Des projets pilotes sont actuellement en cours sur des propriétés publiques. La mise en œuvre de ce programme devrait prendre plus de temps que les deux précédents.

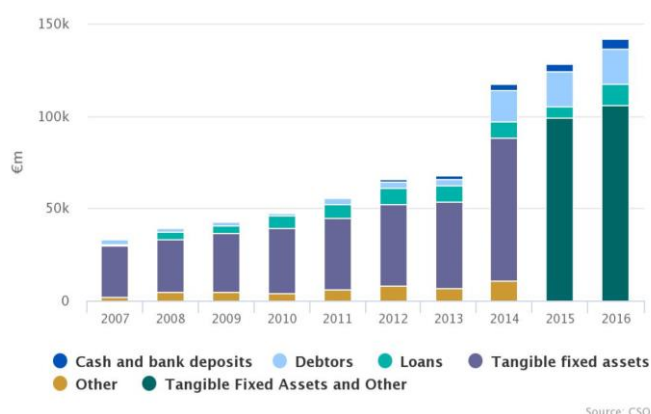
Les principales réactions à l'annonce du Ministre ont été relativement négatives. L'opposition (Fianna Fáil, Sinn Féin et Travailleuse) ainsi que l'association des détenteurs de prêts hypothécaires irlandais (*Irish Mortgage Holders Organisation*) ont fortement critiqué l'annonce du Ministre, déclarant que ces mesures n'étaient pas des « programmes pour des logements abordables » mais des « programmes pour des prêts abordables ». Selon eux, ces mesures se concentrent encore une fois sur le soutien de la demande et non sur l'offre – ce qui pourrait créer de nouvelles pressions inflationnistes sur le marché immobilier. Par ailleurs, selon l'Institut des commissaires-priseurs et experts immobiliers irlandais (*IPAV*), ces programmes seront probablement sursouscrits compte tenu de leur attractivité et de la forte demande de logement. En revanche, l'association des courtiers en assurance irlandais *Brokers Ireland*, a accueilli l'annonce avec enthousiasme : selon elle, ces mesures augmenteront la concurrence entre les prêteurs.

FINANCES PUBLIQUES

Recettes fiscales – Le gouvernement central (*Exchequer*) a commencé l'année avec des recettes fiscales solides, en hausse de **5,2%** en janvier 2018 par rapport à janvier 2017. Le principal facteur de ces bons résultats a été les collectes de TVA, s'établissant à **2,45 Mds€ (+5,7% en g.a.)**. Si la collecte de janvier est habituellement supérieure au reste de l'année du fait de la période de Noël, celle de cette année dépasse même le record atteint il y a 10 ans (2,34 Mds€ en janvier 2008). Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu étaient également robustes, en hausse de **6,6%** en g.a., à **1,75 Mds€**.

Leasing aéronautique – L’Institut irlandais de la Statistique (CSO) a publié son rapport sur le leasing aéronautique en Irlande sur la période 2007 – 2016. Les actifs du secteur ont quadruplés en une décennie, passant de 33,5 Mds€ en 2007 à 141,5 Mds€ en 2016. Le stock d’actifs corporels immobilisés (avions loués) a crû d’environ 12% par an en moyenne, passant de 27,4 Mds€ en 2007 à 77,5 Mds€ en 2014 (chiffres indisponibles pour 2015 et 2016 pour cause de confidentialité). 2014 est l’année où la croissance a été la plus forte, avec une hausse des actifs corporels immobilisés de plus de 30 Mds€ due à de nouveaux entrants dans le secteur. Alors que les avions représentaient 82 % des actifs du secteur en 2007, ce taux est tombé à 66 % en 2014, reflétant une diversification de l’industrie du leasing aéronautique vers des contrats de cession-bail et des prêts collatéralisés. Le stock de prêts et de dettes est passé de 3,4 Mds€ en 2007 à 30,8 Mds€ en 2016, et le stock de liquidités et de dépôts bancaires de 0,5Mds€ à 5Mds€ sur la même période.

Evolution des actifs dans le secteur du leasing aéronautique



Entre 2007 et 2016, les revenus du leasing aéronautique en Irlande étaient générés à 13,7% depuis Chine, à 6,3% depuis Russie, à 6% depuis les Etats-Unis et à 5% depuis le Royaume-Uni.

Sur la même période, l’emploi a augmenté à un rythme annuel moyen de 16%, tandis que la croissance annuelle moyenne de la rémunération atteignait 22%. Malgré une augmentation de 275% sur la période, le secteur reste un pourvoyeur d’emplois marginal (1 482 employés en 2016) au regard de son impact sur le PIB irlandais. En revanche, il offre des salaires très élevés (165 k€/an en moyenne).

SECTEUR FINANCIER

Prêts hypothécaires – Selon les données publiées par la *Banking and Payments Federation Ireland* (BPMFI), association irlandaise des établissements bancaires et de paiement, l’octroi de prêts hypothécaires a connu une forte croissance au 4^{ème} trimestre 2017, confirmant le dynamisme de l’ensemble de l’année. La valeur totale des nouveaux prêts octroyés ce trimestre a ainsi atteint 2,2 Mds€, soit une hausse de 23% en g.a. et le montant le plus élevé depuis T4 2008. 1,9 Md€ de ces prêts étaient destinés à l’achat de logements, soit une hausse de 24% en g.a. Sur l’ensemble de l’année, l’octroi de nouveaux prêts hypothécaires était en hausse de 29%, à 7,3 Mds€ (contre 5,7 Mds€ en 2016) dont 6,4 Mds€ de prêts destinés à l’achat de logements.

Ménages – Selon la CBI, l’octroi net (déduit des remboursements) de crédits aux ménages en 2017 a été positif pour la première fois depuis 2009 (+317M€). L’octroi net est positif pour les prêts hypothécaires (+44M€) et les prêts à la consommation (+553M€). L’encours de crédits aux ménages a progressé de 0,3 % sur l’ensemble de l’année pour s’établir à 89,9 Mds€. Parallèlement, l’encours de dépôts des ménages a continué de croître en 2017 pour atteindre 100,7 Mds€ (+3,6 Mds€ par rapport à 2016, soit une hausse de 3,7%).

Sociétés Non-Financières – Les crédits nets octroyés aux sociétés non-financières (SNF) ont augmenté de 0,1% en décembre 2017 en g.a, soit le premier taux de croissance positif depuis 2009, marquant ainsi la fin du processus de désendettement des entreprises irlandaises. L’encours de prêts aux SNF a fortement chuté en une décennie, passant de 171 Mds€ en 2008 à 42 Mds€ fin-2017. Cette chute a été largement amplifiée par le transfert des crédits immobiliers des banques vers la NAMA (*National Asset Management Agency*), organisme de défaisance créée fin 2009 afin d’assainir les bilans bancaires. Néanmoins, hors crédits immobiliers, l’encours de crédits aux SNF est passé de 60 Mds€ en 2008 à 27 Mds€ en 2017.

ABE Stress Test 2018 – L’Autorité Bancaire Européenne (ABE) a dévoilé les scénarios macro-économiques adverses qu’elle utilisera pour réaliser son « *stress test 2018* », dont les résultats définitifs seront publiés en novembre. Les hypothèses macroéconomiques retenues pour l’Irlande prennent en compte une déviation du PIB irlandais de -11% par rapport au scénario de référence, beaucoup plus importante que la moyenne européenne (-8,3%) pour refléter la forte exposition de l’économie irlandaise au Brexit. Néanmoins, malgré leur fragilité persistante, les banques irlandaises, ont amélioré leur exposition non-performante. Selon *Davy Research*, ceci devrait leur permettre d’obtenir de meilleurs résultats que lors du *stress test 2016*.

Licences bancaires irlandaises post-Brexit - Un an et demi après le référendum britannique, aucune banque n'a reçu d'autorisation de la Banque centrale irlandaise (CBI) pour s'installer en Irlande, malgré les annonces d'institutions telles que Bank of America, Barclays et Morgan Stanley d'augmenter leurs opérations post-Brexit dans la République. Le gouverneur de la CBI, Philip Lane, avait récemment fait l'objet de critiques de la part de certains membres du gouvernement pour son zèle jugé parfois excessif dans l'application de la réglementation européenne pour l'octroi des licences. Les flux d'autorisations vont même dans le sens inverse, avec une révocation l'année dernière : la banque allemande DZ Bank, qui a fermé sa branche dublinoise en 2016, n'a pas renouvelé sa licence en 2017. Ces dernières années, un certain nombre de banques internationales se sont retirées du territoire irlandais, notamment Dresdener, Commerzbank, Deutsche, Sachsen et Helaba. Le secteur de l'assurance semble profiter un peu plus du Brexit que le secteur bancaire, avec 6 nouvelles autorisations : Beazley (assureur de Lloyd's of London), Chaucer, Everest Insurance, Volkswagen Reinsurance, Lion II Re et Hexagon Reinsurance. Simultanément, 11 licences ont été révoquées, parmi lesquelles celles de Chubb Bermuda International, Berkshire Hathaway Reinsurance, Coca-Cola Reinsurance Services et Friends First Managed Pension Funds.

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production								
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,6	180,3	194,5	262,0	275,6	
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	0,0%	-1,1%	1,1%	8,5%	26,3%	5,1%	
Indice de production industrielle -m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%	
Compte courant								
Exportations de marchandises (en Md€)	90,9	93,2	93,5	89,2	92,6	112,4	116,9	
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,13	
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,16	
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%	
Evolution des prix								
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	
Population								
Population	4 554 800	4 574 900	4 585 400	4 593 100	4 609 600	4 635 400	4 673 700	
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%	
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	
Marché du travail								
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	60,3%	
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	
Nombre de personnes employées par les multinationales	154 282	159 391	165 912	172 850	179 384	187 000	199 877	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	10,1%	10,6%	11,0%	11,1%	11,3%	11,4%	11,9%	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	
Revenu disponible brut des ménages (M€)	86 261	84 723	84 405	83 911	86 088	94 194		
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-5,2%	-1,8%	-0,4%	-0,6%	2,6%	9,4%		
Consommation et investissement								
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-1,0%	-0,8%	1,7%	4,5%	3,0%	
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	11,7%	-5,4%	18,2%	32,7%	45,5%	
Secteur financier								
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%
Encours de crédit total aux ménages - (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4
Gouvernement								
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,4	
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,4	
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,5%	
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-1,9%	
Dette publique (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,6%	119,4%	104,5%	76,9%	72,8%	
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	274,6%	
Politique énergétique								
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :								
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18
Production													
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)			67,95			71,52			77,50				
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>			5,1%			6,3%			10,5%				
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2010)	163,5	144,4	146	156,5	161,3	149,3	151,3	153,5	156,1	174,1	157,5	162,2	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	126,2	123	124,6	119,9	121,4	119,7	121,4	117,1	117,4	121,8	120,7	123	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	195,5	170,4	167,2	180,4	181,8	168,9	180,1	174,9	183,4	208,5	183,9	192	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	55,5	53,8	53,6	55	55,9	56	54,6	56,1	55,4	54,4	58,1	59,1	57,6
Purchasing Managers Index - Services	61	60,6	59,1	61,1	59,5	57,6	58,3	58,4	58,7	57,7	56	60,4	59,1
Purchasing Managers Index - Construction	55,7	57,9	60,8	61,3	63,6	58,2	56,6	55,1	56,5	54,5	56,7	58	61,4
Compte courant													
Exportations de marchandises (en Md€)	10,6	10,9	10,8	9,8	10,5	9,8	9,7	9,7	9,9	9,6	9,5		
Importations de marchandises (en Md€)	5,6	6,7	6,1	7,0	7,0	6,8	5,6	6,2	6,3	5,8	6		
Solde commercial (en Md€)	5,0	4,2	4,7	2,8	3,5	3,0	4,1	3,5	3,6	3,8	3,5		
Balance courante trimestrielle (en Md€)			8,570			-0,872			14,488				
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)			12,6%			-1,2%			18,7%				
Evolution des prix													
Inflation CPI (% MoM)	-0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	-0,2%	0,1%	0%	0,4%	-0,6%	-0,1%	-0,2%	-0,1%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,9%	0,4%	0,1%	1,6%	0,4%	0,8%	2,7%	1,6%	1,6%	0,1%	1,3%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,5%	0,2%	0,7%	-0,8%	2,6%	1,9%	2,3%	1,4%	1,1%	0,6%	0,9%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	-0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	-0,2%	0,1%	0,0%	0,4%	-0,6%	-0,1%	-0,2%	-0,1%	
Marché du travail													
Nombre de chômeurs	172 300	169 100	163 600	157 400	154 100	153 200	157 400	156 200	155 800	153 500	149 900	146 700	143 700
<i>Taux de chômage global</i>	7,4%	7,2%	7,0%	6,8%	6,6%	6,6%	6,7%	6,7%	6,6%	6,5%	6,4%	6,2%	6,1%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	14,6%	13,9%	14,3%	14,8%	15,3%	15,4%	15,6%	15,5%	15,1%	14,7%	14,1%	13,8%	13,7%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en%)			0,6%			0,8%			1%				
Consommation et investissement													
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	1,7%	0,4%	-0,9%	-0,4%	2,2%	-5,7%	11,7%	-4,0%	-0,1%	-0,1%	3,2%	-0,1%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	1,3%	0,7%	0,3%	0,5%	1,3%	-0,1%	0,5%	0,2%	1,2%	-0,2%	2,6%	-1,0%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	2,9%	-1,0%	-1,0%	-2,6%	3,6%	-2,4%	4,6%	-1,2%	-2,6%	-0,3%	3,9%	-1,6%	
Secteur financier													
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,2%	0,2%	0,5%	1,1%	-0,6%	1,0%	0,0%	0,3%	0,8%	0,0%	-0,6%	0,7%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,1%	0,6%	-0,7%	1,1%	-0,4%	0,8%	0,0%	1,2%	0,8%	1,7%	-1,4%	0,4%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-0,2%	-0,1%	0,7%	0,6%	0,7%	2,0%	0,1%	0,8%	0,8%	-0,6%	-0,5%	-1,7%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	-0,2%	-0,2%	0,9%	0,4%	0,7%	2,4%	0,0%	0,1%	0,9%	-0,7%	-0,5%	-2,1%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-1,0%	-0,7%	0,4%	0,7%	-0,7%	0,0%	-2,1%	-0,4%	-0,3%	0,7%	1,3%	-0,4%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 392,4	6 546,3	6 658,6	6 860,8	6 946,6	6 827,60	6 649,39	6 621,19	6 881,75	6 912,11	6 862,19	7 038,28	6 961,64
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	1,181%	0,876%	0,993%	0,855%	0,770%	0,878%	0,855%	0,697%	0,754%	0,582%	0,610%	0,672%	1,140%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPF

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtresor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 13/02/2018